

A mon avis, le mot-clé est «encouragement» et, hélas il est en train de disparaître du vocabulaire politique du gouvernement fédéral. Au lieu d'avoir des programmes d'encouragement, nous traversons la plus grande période de concessions gratuites de notre histoire. Plus il y a de subventions directes ou de concessions, moins on encourage une productivité réaliste, tout comme dans le domaine de l'emploi, plus on accorde de prestations d'assurance-chômage, moins on encourage l'emploi à long terme.

J'éprouve pour les difficultés de la petite entreprise et pour la liberté de l'entreprise une véritable inquiétude à tel point que j'aimerais qu'on puisse étudier sérieusement ces problèmes de façon impartiale. Nous ne pouvons attendre plus longtemps pour prendre des mesures positives à cet égard. J'espère que les députés se rendront compte de la gravité de la situation et qu'ils accepteront certaines des propositions que j'ai avancées aujourd'hui. Le Canada offre encore des possibilités mais elles diminuent rapidement. Il ne faudrait pas les perdre complètement.

**M. Maurice Harquail (Restigouche):** Monsieur l'Orateur, nous ne sommes pas toujours d'accord avec les observations du député de High Park-Humber Valley (M. Jelinek), mais il a présenté aujourd'hui une motion valable. Quand on examine de plus près les recommandations contenues dans la motion, on constate qu'une bonne partie sont tirées du discours du trône. En effet le gouvernement y promettait, d'abord, de présenter des mesures pour réduire la paperasserie imposée à la petite entreprise; deuxièmement, de faciliter à celle-ci l'accès à l'aide financière du gouvernement et, troisièmement, de restructurer les principaux programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce afin de les orienter pour qu'ils favorisent plus particulièrement l'entreprise petite et moyenne.

• (1720)

**Une voix:** Copieurs!

**M. Harquail:** Le député a tout à fait raison en cela. En présentant sa motion cet après-midi, le député de High Park-Humber Valley (M. Jelinek) a reconnu que le premier ministre (M. Trudeau) avait eu un choix heureux en nommant le député de Kamloops-Cariboo comme ministre d'État des petites entreprises.

**M. Huntington:** Mais où est-il?

**M. Harquail:** J'entends des remarques de l'autre côté. Je suis étonné de constater qu'il n'y a que trois députés conservateurs qui s'intéressent assez à la motion pour être présents et appuyer cet après-midi le député de High Park-Humber Valley. J'aurais pensé qu'il aurait remporté plus d'appuis pour les petites entreprises canadiennes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Harquail:** J'ai été très heureux d'apprendre que notre nouveau jeune ministre, chargé des petites entreprises, a parcouru tout le pays et s'est rendu dans l'Ouest en janvier et dans le Canada atlantique en mars pour rencontrer les chefs des petites entreprises du pays. Il avait de fort bonnes raisons de le faire puisque, d'après certaines estimations, plus de 60 p. 100

### Commerce extérieur

des Canadiens travaillent pour le compte de petites entreprises, comme employeurs ou comme employés.

J'aimerais, monsieur l'Orateur, citer quelques chiffres. On compte environ 329,000 petites entreprises au Canada, qui sont rattachées aux secteurs suivants: détail, 137,000; gros, 32,000; construction, 46,000; fabrication, 37,000; services, 56,000; transport et entreposage, 13,000; propriétaires d'appartements et autres constructions, 8,000, ce qui, pour 329,000 entreprises au total, représente 60 p. 100 de la main-d'œuvre. Je puis donc déclarer que les petites entreprises sont le nerf de l'économie canadienne.

**M. Jelinek:** Alors, faites donc quelque chose pour elles.

**M. Harquail:** Justement, nous faisons quelque chose. En fait, le ministre chargé des petites entreprises, comme il l'a souligné lui-même cet après-midi à la Chambre, compte présenter prochainement un bill visant à modifier la loi sur les prêts aux petites entreprises. Il travaille également très activement avec la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, et entretient d'excellents rapports avec cette organisation et d'autres organismes qui s'estimaient depuis quelque temps coupés du gouvernement et se plaignaient de ne pas avoir voix au chapitre.

**M. Jelinek:** Ils ne l'ont toujours pas.

**M. Harquail:** Le gouvernement a montré encore une fois qu'il prenait des mesures positives et de bonnes initiatives dans son discours du trône et en nommant le ministre d'État chargé des petites entreprises qui s'est rendu un peu partout au pays pour s'adresser à ce secteur des plus importants, celui des entrepreneurs.

Le gouvernement a également pris une excellente mesure pour aider la petite entreprise par l'intermédiaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien qui administre des programmes visant à encourager la petite entreprise dans le Nord du pays. Ces programmes doivent aider les autochtones à créer des entreprises. Il s'agit du fonds de prêts aux petites entreprises pour les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, du fonds de prêts aux Esquimaux et du fonds d'expansion économiques des Indiens. Le ministre d'État chargé des petites entreprises consulte également les petites entreprises de tout le pays au sujet de la loi sur les prêts aux petites entreprises administrées par le ministère des Finances. Les banques à charte et les autres établissements de prêts canadiens accordent des prêts aux entreprises en vertu de cette loi. Ces prêts sont garantis par le gouvernement. A l'heure actuelle, le taux d'intérêt est de 9½ p. 100. A la fin de mars 1977, l'intérêt sera recalculé. Ce taux de 9½ p. 100 est supérieur au taux préférentiel accordé aux meilleurs clients des banques, de 0.75 p. 100 seulement.

Le gouvernement cherche également à aider les petites entreprises dans de nombreuses régions du pays par l'intermédiaire du ministère de l'Expansion économique régionale en vertu de la loi sur les subventions au développement régional de même que dans le domaine agricole au moyen de l'ARDA. En outre, par l'intermédiaire de l'Office de tourisme du Canada, le gouvernement applique divers programmes pour aider l'industrie touristique.